

1 an et déjà trop vieux

Le traité de Lisbonne n'a pas permis à l'UE de répondre à la crise des dettes d'une seule voix.

L'entrée en vigueur du nouveau traité de l'Union Européenne a coïncidé avec la survenue de la crise grecque qui a, de fait, rendu le texte caduc avant même sa mise en application.

[L'éditorialiste d'*El País*, Andreu Missé Ferran remarque que l'Europe n'est en effet pas armée pour défendre sa monnaie](#)

Les crises de la dette irlandaise et grecque ont souligné les lacunes d'un texte qui devrait être modifié pour intégrer le mécanisme européen de stabilité financière dès 2013. *El País* reste modéré pour qualifier le bilan du nouveau président du Conseil Européen (Herman Van Rompuy) et du nouveau Haut Représentant pour les Affaires étrangères (Catherine Ashton), mais le quotidien constate que l'UE ne parvient toujours pas à parler d'une seule voix. Les discours des chefs d'Etat et de gouvernement se mélangent par ailleurs à ceux de José-Manuel Barroso pour la Commission et de Jean-Claude Trichet pour la Banque Centrale Européenne.

Pire, l'action de la Commission européenne est parfois entravée par la "task force" mise en place par Herman Van Rompuy dans le domaine économique. Le Parlement, lui, a accru son pouvoir grâce au traité de Lisbonne en devenant co-législateur dans 80% des cas, mais il va devoir travailler en plus étroite collaboration avec la Commission. C'est, de l'avis d'un eurodéputé conservateur espagnol, "*la seule façon pour que le Traité de Lisbonne n'accouche pas de la même vieille chaussure européenne*".